



l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

JUILLET 1962 N° 128

MENSUEL

NOUVELLE SERIE N° 2

CETTE PUBLICATION
CONTINUE

**LA VÉRITÉ
DES TRAVAILLEURS**

Dans ce numéro :

Page 3

Un entretien
avec un militant espagnol

Page 4

Les conditions actuelles
de la lutte
pour le socialisme

par R. MERLIN

Page 5

Le tournant
de la situation française

par Pierre FRANK

Page 7

Une biographie de Trotsky
Le prophète armé

ABONNEMENT

1 an 10 NF
Sous pli fermé 12 NF
De soutien 15 NF

C.C.P. LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS
69-65-68 Paris

Permanence
du Parti Communiste Internationaliste
et de l'Internationale
de 17 h. à 18 h. 30

Samedi : de 15 h. à 18 h. 30
64, rue de Richelieu, Paris (2^e)
Tél. : RIC. 03-52

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton
Paris-12^e



LES PROBLÈMES DE L'ALGERIE INDEPENDANTE

Mais en même temps que l'indépendance se présentent des problèmes nouveaux. Et ces problèmes ont fait surgir dès le début une crise douloureuse aux sommets, à la direction de la Révolution algérienne. Ces problèmes n'intéressent pas seulement les Algériens. Ils préoccupent aussi tous ceux qui ont participé au combat du peuple algérien. Car le destin de la Révolution algérienne est de la plus grande importance non seulement pour les Algériens mais pour l'ensemble des masses exploitées et opprimées du monde entier.

Nous nous garderons bien d'intervenir de manière intempestive dans le conflit actuel. Tout d'abord il y a beaucoup de confusion, beaucoup d'inconnues quant aux délimitations actuelles, et ce n'est pas en quelques jours que se décidera le sort de la Révolution algérienne. Notre contribution est de mettre en lumière les problèmes, les dangers, et de suggérer les solutions qui nous paraissent les meilleures, en faisant confiance aux militants de la Révolution algérienne ils seront aussi lucides dans l'avenir qu'ils l'ont été dans le passé.

Le plus grand danger pour la Révolution algérienne, c'est le bourguibisme, qui, sous la forme de l'indépendance pratique, maintient les structures capitalistes dans lesquelles l'Algérie ne pourra sortir de la misère où l'avait mise le régime colonialiste. Il n'est pas impossible que cette crainte ait mis en alerte une partie des cadres de l'A.L.N.

Un autre danger, c'est l'étouffement de la Révolution par un régime dictatorial ; et c'est cette crainte qu'exprime le slogan répandu par la Région autonome d'Alger : « Pas de culte de la personnalité ! ».

Ce qui apparaît, à distance, c'est que le conflit actuel est confiné dans les sommets, tandis que les masses se trouvent dans l'enthousiasme de la victoire. Il est peu probable que l'avenir d'un mouvement de masse aussi ample puisse être tranché en quelques jours. Il apparaît plutôt que la crise actuelle est le début d'un processus qui prendra du temps, et dans lequel s'opéreront maints regroupements et maintes ruptures. Le G.P.R.A. comme le F.L.N. lui-même étaient effectivement des « fronts », des rassemblements d'hommes aux aspirations plus ou moins précises mais différentes quant à l'avenir de leur pays, et qui se sont trouvés unis pour lutter contre la domination politique de l'Etat français. Préciser ces aspirations, leur donner la forme de programmes politiques défendus par des formations, des partis, tel est le processus qui commence à s'opérer, et comme c'est très souvent le cas ce processus à ses débuts se produit dans la confusion, des aspects formels masquant et défigurant le fond social.

Mais, en fin de compte, c'est autour de questions de programmes que les hommes se détermineront. Dans les conditions actuelles, où l'Algérie commence par déblayer

le terrain des décombres et des ruines engendrées par les années de guerre, la première question qui jouera un rôle déterminant, c'est la réforme agraire. Le pouvoir se décidera dans les villes, mais son caractère fondamental sera fixé par son attitude dans la question agraire : ou il ouvrira la voie vers la planification et la collectivisation de l'économie, c'est-à-dire vers le socialisme, ou il permettra à des structures capitalistes de se nourrir aux dépens des masses algériennes, dans la stagnation du pays.

La mise en application d'un programme de caractère socialiste ne peut se faire sans la participation et le contrôle des masses, des comités de paysans et d'ouvriers, sans l'armement des masses. Ce sont les conditions fondamentales pour que la Révolution ne soit pas déviée dans une impasse.

Encore une fois, nous sommes certains que parmi les militants de la Révolution algérienne se trouvent des forces puissantes pour mener cette révolution à bon port. Dans sa proclamation du 5 juillet, la Fédération de France du F.L.N. écrit :

« Ni les forces ni le courage ne nous manquent pour mener à bien l'immense entreprise de construction nationale, à savoir :

- la révolution agraire,
- la scolarisation totale de nos enfants et la liquidation de l'analphabétisme,
- la mise en œuvre d'une politique économique qui résorbe le chômage, mette fin au sous-développement et hisse l'Algérie au rang d'un pays moderne capable d'assurer à chaque citoyen des conditions d'existence dignes,
- l'instauration d'un régime démocratique, remettant véritablement le pouvoir et tout le pouvoir aux mains du peuple.

Ainsi l'Algérie pourra-t-elle aller de l'avant vers le socialisme. »

Se refuser à des prises de position intempestive ne signifie pas du tout que les militants du mouvement ouvrier français n'aient rien à faire pour aider la Révolution algérienne à surmonter des épreuves difficiles. L'impérialisme français est là qui attend son heure, qui cherche à défendre ses positions économiques, à trouver des complices. Le mouvement ouvrier français ne doit pas se prêter par son inaction à ce jeu. Il faut imposer l'évacuation totale de l'Algérie par l'armée française.